



DECLARATION FSU

CTSD 62 – 29 janvier 2021

Nous remercions les services de l'inspection académique pour les documents fournis, dans des formats éditables, ainsi que pour la qualité des échanges en groupe de travail et la prise en compte effective de nos interventions dans l'intérêt des collègues que nous représentons.

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et Messieurs les représentants du Comité Technique,

Depuis plusieurs années, les organisations syndicales alertent l'institution sur la dégradation des conditions de travail des enseignants et des élèves, et sur la crise de recrutement qui s'est installée dans l'éducation. Force est de constater, qu'en ces temps troublés par la crise sanitaire, la seule chose qui ne change pas est bien la politique suivie par le Ministère de l'éducation Nationale.

Bien que la préparation de la rentrée 2021 s'effectue dans un contexte sanitaire inédit, et alors qu'on aurait pu espérer un changement de cap pour surmonter la crise, il n'en est rien. Pire encore, la casse continue et malgré la hausse des effectifs, ce ne sont pas moins de 1883 postes qui seront supprimés à la rentrée 2021 en France. Alors que nos gouvernants nous considèrent comme « choyés », cela fait maintenant quatre années que se poursuivent et s'intensifient les suppressions de postes (7890 postes depuis 2017) malgré des effectifs en hausse dans le second degré.

Ce décalage entre le discours d'un ministre, qui souhaite maîtriser la communication et s'attirer la bienveillance de l'opinion publique par des effets d'annonce, et la réalité est plus que criant. Alors qu'on nous annonçait une revalorisation historique avec la tenue du Grenelle de l'Éducation, c'est tout son contraire qui nous saute aux yeux. Non seulement elle ne concerne que les plus bas échelons, mais elle ne couvre pas (loin s'en faut) la perte accumulée par plus de dix années de gel de point d'indice. Plus que des primes (qui ne concernent, qui plus est, pas tous les personnels) et des heures supplémentaires (toujours plus nombreuses) pour compenser la perte de salaire, nous avons besoin en réalité de reconnaissance et d'une véritable revalorisation pour rendre ce métier à nouveau attractif. Cette politique témoigne, une fois n'est pas coutume, du mépris de ce ministère pour nous, personnels, qui sommes sur le terrain au quotidien, et en première ligne face à des

certains d'élèves par jour, dont on admet aujourd'hui qu'ils sont tout aussi contaminants que les adultes.

Concernant le protocole sanitaire renforcé début novembre, puis méga-renforcé aujourd'hui, nous avons pourtant bien lu et relu ce qui concernait les collèges, mais nous n'avons rien trouvé d'autre que des préconisations assorties de « quand c'est possible » ! Aucune injonction mais un constant renvoi au local selon l'appréciation du risque sanitaire, à l'opposé de consignes nationales claires.

Il est vrai que le renvoi à l'autonomie des établissements permet à la fois de se dispenser d'accorder des moyens supplémentaires, mais aussi de faire porter la responsabilité aux équipes des choix qu'elles auront effectués. Le 14 janvier, la possibilité de passer à « l'hybride » pour les collèges est annoncée pour les 4ème et les 3ème, au cas par cas, de manière exceptionnelle, quand des problèmes de locaux se posent. Autrement dit, l'immense majorité des collèges va rester dans un fonctionnement en classe entière, maintenant un niveau élevé de brassage dans l'établissement. Les annonces ministérielles visent à faire croire à l'opinion publique que tout change, quand rien ne bouge !

De même, nombre d'établissements ont eu recours à la sédentarisation des élèves afin de réduire le brassage des élèves. Pourtant, quel que soit le modèle de sédentarisation adopté, celle-ci ne peut être que partielle et sert surtout de caution morale pour ne pas être taxée d'immobilisme. Dans les faits, elle engendre plus de problèmes qu'elle n'en résout.

En ce qui concerne l'EPS, Les professeurs auront décidément usé de leur capacité d'adaptation afin de répondre aux exigences des protocoles sanitaires successifs pour recevoir le coup de grâce le jeudi 14 janvier où les annonces gouvernementales les ont plongés dans des abîmes d'incompréhension, de désarroi, et de colère. Plutôt que d'assister à des modalités d'enseignement disparates, pour ne pas dire ubuesques parfois, d'autres solutions auraient pu être trouvées, comme celles portées par la FSU qui réclame toujours des classes en demi-groupe pour tous les établissements scolaires du second degré, en collège y compris. Le contexte sanitaire a également mis en exergue la grande vétusté des installations sportives ouvertes. Les professeurs d'EPS ne souhaitent ni faire de la garderie, ni de la balade, ni des cours de travaux dirigés, des heures durant, excluant toute pratique physique, et encore moins être invités à se charger de missions qui ne correspondent pas à leur qualification. Ils veulent simplement exercer leur métier : enseigner l'EPS à tous les élèves et animer le sport scolaire.

En ce qui concerne les collèges du Pas-de-Calais et la préparation de rentrée, la situation sanitaire s'aggrave, 91 % de nos collèges sont en-dessous de la moyenne nationale par rapport à l'IPS, les effectifs augmentent à la rentrée 2021. Devant ces constats, on serait – si l'éducation était réellement une priorité nationale - en droit d'attendre des réponses à la hauteur de ces enjeux de société.

Qu'en est-il dans les faits pour notre département ? On supprime l'équivalent de 33 ETP, compensés en partie par des heures supplémentaires, qui n'ont jamais créé jusqu'à présent de génération spontanée d'enseignants, mais dégradent les conditions

d'enseignement, ou pour parler dans la novlangue administrative, libère les énergies créatives.

On relève le seuil d'ouverture de classe tout en minimisant l'augmentation prévue des effectifs, qu'on épongera en affaiblissant les moyens d'une éducation qui n'aura bientôt plus de prioritaire que le nom, la baisse du H/E depuis 2017 en est la preuve ! Enfin l'apparition de ce nouvel indicateur qu'est l'IPS prouve que la politique de suppression de postes oblige la DSDEN à de nouveaux modes de calcul et ne rend prétendument plus équitable que la répartition d'une enveloppe qui diminue d'année en année.

Il n'y a vraiment rien de réjouissant à constater que depuis la rentrée 2017, l'accueil de plus de 1000 élèves en collège s'est traduit par la suppression de plus de 100 ETP, pour une augmentation du volume d'heures supplémentaires de plus de 25 %.

En ce qui concerne les SEGPA, elles sont toujours malmenées et perdent encore des moyens basés sur une prévision d'effectifs en forte baisse, calculée de manière obscure et incompréhensible puisqu'il n'y a pas de prévisionnel remonté et que les commissions d'affectation n'ont pas eu lieu...

De plus, sur le terrain, ici on fait croire aux PE et PSYEN que la 6ème SEGPA n'existe plus, là, on dit aux PE que le nombre de places en 6ème SEGPA est restreint à 8, ou encore certains dossiers incomplets sont tout bonnement écartés...

Autant de stratégies pour empêcher les dossiers d'aboutir en CDOEA et lorsqu'enfin, ceux-ci arrivent, ils sont acceptés ou refusés selon des critères tout aussi obscurs.

Alors oui, les effectifs en SEGPA baissent mais c'est surtout pour permettre des économies de moyens et entrer dans une politique institutionnelle d'inclusion bien mal nommée, quand on regarde ce qu'il se passe en réalité. Cela est bien loin de l'idée d'inclusion portée par la FSU.

Si l'institution veut se donner bonne conscience en parlant d'école inclusive, elle ne prend pas en compte les conditions de l'inclusion dans la classe ordinaire ni la situation de réussite scolaire des « élèves inclus ». Preuve en est, aucun bilan qualitatif concernant l'inclusion scolaire ne nous a été présenté et nous attendons depuis bien longtemps un groupe de travail à ce sujet.

La réussite de la grève du 26 janvier montre que les collègues souhaitent plus que tout pouvoir exercer leur métier dans les meilleures conditions possibles, et ne peuvent plus supporter des propos à mille lieues de leur réalité quotidienne.